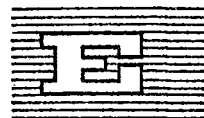


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1281/Add.2
1er février 1978

FRANCAIS

Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS/RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-quatrième session
Point 26 de l'ordre du jour provisoire

ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE
CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION
DES MINORITES

Note du Secrétaire général

Additif

1. De nouvelles candidatures aux postes de membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ont été présentées au Secrétaire général depuis le 20 janvier 1978. Les candidats sont les suivants :

Pays qui a présenté
la candidature

M. Dumitru Ceausu	République socialiste de Roumanie
M. Gutamega G. Mboma	République du Zaïre
M. Yoshinobu Mizokuchi	Japon
M. Sergey N. Smirnov	Union des Républiques socialistes soviétiques

2. Les curriculum vitae de ces candidats sont reproduits ci-après, de même que ceux des candidats dont le nom figurait dans le document E/CN.4/1281/Add.1 qui n'étaient pas parvenus au secrétariat au moment de la publication de ce document, c'est-à-dire ceux de M. Abdelwahab Bouhdiba, M. Hector W. Jayewardene et M. Antonio Martínez Báez.

M. ABDELWAHAB BOUHDIBA

(Candidat présenté par le Gouvernement tunisien)

- Né le 15-8-1932 à Kairouan - Tunisie.
- Etudes primaires franco-arabes à Kairouan
 - " secondaires au Collège Sadiki à Tunis
 - " supérieures au Lycée Janson de Sailly à Paris (Lettres supérieures et première supérieure). Puis à la Sorbonne à Paris.
- 1951 - Bachelier
- 1954 - Licencié es lettres
- 1955 - Licencié en philosophie
- 1956 - D.E.S. de philosophie - C.E.S. d'ethnologie (sciences)
- 1959 - Agrégé de philosophie
- 1972 - Docteur es lettres d'Etat.
- de 1959 à 1961 - Professeur au Lycée Alaoui à Tunis.
- de 1961 à 1964 - Assistant à la Faculté des lettres de Tunis.
- de 1964 à 1965 - Maître-assistant à la Faculté des lettres de Tunis.
- 1966-1972 - Chargé d'enseignement de sociologie à la Faculté des lettres de Tunis.
- 1972 ... Maître de conférence à la Faculté des lettres de Tunis.
- 1974 ... Professeur d'université.
- de 1962 à fin 1969 - Chef de la section de sociologie du Centre d'études et de recherches économiques et sociales de l'Université de Tunis.
- Depuis 1965 - Directeur des départements de sociologie, de philosophie et de psychologie à la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Tunis.
- de 1966 à fin 1969 - Directeur du Bureau de recherches sociologiques du Secrétariat d'Etat au plan et à l'économie nationale.
- de 1967 à 1972 - Expert permanent de l'UNESCO et membre du "Collège permanent d'experts pour l'évaluation du programme expérimental mondial d'alphabétisation fonctionnelle".
- en 1968-69 - Titulaire de la première chaire de coopération internationale de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française.

- 1962 - Vice-président du 1er Congrès des africanistes (Accra).
- 1967 - Vice-président du 2e Congrès des africanistes (Dakar).
- 1962-1966 - Vice-président puis Président de l'encyclopédie africaine (Accra).
- 1965 - Membre du Comité international de documentation des sciences sociales (C.I.D.S.S.) puis depuis 1975 membre du bureau.
- 1977 - Fondateur et secrétaire général élu de "La ligue tunisienne des droits de l'homme".
- Juin 1971 - Expert des Nations Unies en matière de lutte contre la discrimination raciale.
- Depuis janvier 1972 - Directeur du Centre d'études et de recherches économiques et sociales de l'Université de Tunis.
- Mars 1972 - Elu membre de la sous-commission des Nations Unies "pour la lutte contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités" et réélu en 1975.
- Nombreuses missions pour le compte du Gouvernement tunisien, de la Ligue arabe, de l'OUA, de l'UNESCO, de l'Aupolf, Abidjan - Accra - Addis Abéba - Algh-Berlin - Beyrouth - Bruxelles - Buenos Aires - Copenhague - Le Caire - Dakar - Genève - Ispahan - Istamboul - Koweit - Le Caire - Liège - Louvain - Madrid - Montréal - New Delhi - New York - Paris - Québec - Rabat - Rome - Tanaxarive - Tripoli.
- Marié, père de 3 enfants.
- Commandeur de l'ordre de la République tunisienne et officier de l'ordre de l'indépendance.

OEUVRE

- 1) Nombreux articles dont certains ont été réunis sous le titre : "A la recherche des normes perdues" (M.T.E. Tunis 1972).
- 2) "Criminalité et changements sociaux en Tunisie" (CERES, Tunis 1965).
- 3) En collaboration avec MM. Ben Amor, Gamilleri et Sebag : "Les préconditions de l'industrialisation" (CERES, Tunis 1968).
- 4) "La condition de vie des mineurs de la région de Gafsa".
- 5) La sexualité en Islam (P.U.F. Paris 1975).
- 6) L'imaginaire maghrébin. Etudes de dix contes pour enfants (M.T.E. Tunis 1977).
- 7) La sociologie du développement en Afrique (Mouton - La Haye 1972).
- 8) "Public et justice", étude de la participation du public tunisien et l'administration de la justice (U.N.S.D.R.I. - Rome 1971).
- 9) Culture et société. Publications de la Faculté des lettres - Tunis 1978.
- 10) En collaboration "les grandes religions face aux grands problèmes du monde actuel", sous la direction de Marietta Peitz (Munich 1972). "Wenn wir wellerbben wollen".
- 11) En collaboration - "Science et culture" (sous la direction de la division de philosophie de l'UNESCO) (P.U.F. Paris 1974).
- 12) En collaboration et en arabe - "La propriété comme fonction sociale" - Tunis, janvier 1968.
- 13) En collaboration "L'Université face à la pluralité des cultures dans le monde présent" (sous presse).
- 14) Evaluation de quelques travaux en sciences sociales. Sous presse.

Principaux articles publiés

- L'islam en Tunisie : Traduction anglaise, Actes du Congrès d'Accra.
Londres 1964.
- Le Hammam : Contribution à une psychanalyse de l'Islam. Revue tunisienne des
Sciences sociales, septembre 1964. Traduction allemande.
- La conscience religieuse dans la société d'aujourd'hui.
Traduction française IBIA 2/3 1966.
Traduction anglaise Islamic Review - Londres, avril 1967.
- Essai d'une typologie de l'Islam maghrébin. Revue tunisienne des sciences
sociales; décembre 1965.
- Point de vue sur la famille actuelle en Tunisie. Revue tunisienne des
Sciences sociales No 11.
- Genèse du concept de nation en Tunisie.
Communication au congrès des sociologues de langue française
de Royaumont - octobre 1969 - Publié dans Revue de l'Institut de
sociologie de Bruxelles 1967 2/3.
- Bédouinisme et Beldismo en Tunisie.
Communication au congrès de l'Incidit à Aix en Provence.
Septembre 1967.
- A propos d'une théorie de la décolonisation.
Communication au congrès de Royaumont - octobre 1965.
Publié dans Revue de l'Institut de sociologie de Bruxelles 1967 2/3.
- Les implications psychologiques et sociologiques du développement.
Communication présentée à une réunion d'experts de l'UNESCO - Paris -
novembre 1965.
- Information et progrès économique.
Esprit novembre 1964.
Traduction italienne dans "II contemporaneo" - mai 1965.
- L'Université, la culture nationale et la culture universelle.
Communication au Colloque de Liège de l'Aupelf. Avril 1966.
- Education sociale du développement.
Revue tunisienne des sciences sociales No 14.
- La délinquance juvénile en Tunisie.
Revue tunisienne des sciences sociales No 17. Traduction italienne -
"Quaderni di criminologia clinica" - octobre 1969.

- Dialogue et politique.
A propos des congrès des cellules du PSD IBIA - mai 1969.
- L'information dans une société multiraciale.
(Rapport inédit présenté à l'UNESCO) janvier 1970.
- L'islam et le sens de la vie (Axes V - 4).
- Place et fonction de l'imaginaire dans la culture arabo-musulmane.
(Actes du colloque Hispano-Tunisien - Madrid juin 1972).
- Le "Kasb" en islam (en arabe) - Al Hayat Athaquaafia - 1976 No 10.
- Les Arabes et la couleur. Hommage à Roger Bastide - Paris 1976.
- Mother and Child in Arab society (Sous presse).
- Emigration internationale et changements sociaux (Prospective No 3 - 1974).
- Aspects sociaux de l'artisanat tunisien ("Culture" II - 3).
- Typologie du savoir et niveaux de la foi (en arabe). Actes du colloque de Kairouan, 1976.
- Le Message religieux dans le monde présent (en arabe et en français).
Cahiers du CERES 1974.
- Le développement culturel facteur de transformation sociale (inédit).
- La jeunesse et les droits de l'homme (Sous presse).
- Les ressources informatives tunisiennes en matière de sciences sociales
(à paraître dans la Revue internationale de sociologie - mars 1978).
- Emigration et droit de l'homme (Sous presse).
- Le nouvel ordre économique (Colloque du CERES sur le Nouvel ordre économique et la quatrième CNUCED - 1976).
- La migration arabe (Sous presse).
- Famille et solidarité (inédit).

M. DUMITRU CEAUSU

(Candidat présenté par le Gouvernement de
la République socialiste de Roumanie)

Né : le 8 mai 1937 à Corbu, Roumanie :

Etudes : - Faculté de droit de l'Université de Bucarest (1955-1960)
- Institut de Hautes Etudes Internationales de Genève (1966-1969) qui lui
a décerné en 1971 le titre de docteur ès sciences politiques.

Activités professionnelles :

- 1960 - 1966 et 1969 - 1972 - Ministère des affaires étrangères, département des organisations internationales;
- 1972 - 1977 - premier secrétaire à la Mission permanente auprès de l'ONU, New York;
- 1977 - conseiller au Ministère des affaires étrangères, département juridique et des organisations internationales.

Réunions et conférences internationales :

- Expert pour les questions sociales et humanitaires à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1962 et 1969;
- Session d'été du Conseil économique et social, 1965;
- Conférence internationale du Travail, 1966;
- Conférence générale de l'AIEA, 1971;
- Membre suppléant de la délégation roumaine aux sessions de l'Assemblée générale de l'ONU 1972 - 1977;
- Représentant suppléant à la Commission des droits de l'homme, 1972 et 1974;
- Représentant suppléant aux sessions de printemps du Conseil économique et social, 1973 - 1975;
- Comité pour la définition de l'agression, 1974;
- Comité pour les utilisations de l'espace extra-atmosphérique, 1973-1977;
- Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, sessions de New York (1973) et Caracas (1974);
- Représentant suppléant au Conseil de sécurité, 1976 - 1977.

Ouvrages :

- Le règlement des différends internationaux à travers les procédures d'entente directe (Thèse);
- Articles et commentaires sur des sujets relatifs aux droits de l'homme, la définition de l'agression, les droits et les obligations fondamentaux des Etats, l'Organisation des Nations Unies.

M. HECTOR W. JAYEWARDENE

(Candidat présenté par le Gouvernement de Sri Lanka)

Date de naissance : 3 novembre 1916.

Etudes : Royal College, Colombo
Ecole de droit de Ceylan.

Carrière : Inscrit au Barreau en 1941. Nommé Conseiller de la Couronne
professionnelle en 1954.

Plaide aux tribunaux et aux Cours d'appel de Sri Lanka.
A plaidé à la section judiciaire du Privy Council (Conseil
privé de la Reine) de Londres.

Anciennes : Membre du Conseil de l'enseignement du droit.
fonctions

Membre du Conseil de l'Ordre des avocats de Ceylan.

Président de l'Association des avocats de Sri Lanka.

Président de la Commission royale des conflits du travail.

Membre fondateur du Comité du tourisme de Sri Lanka.

Membre fondateur de la Fondation de Sri Lanka.

Fonctions : *Président du Comité de gestion de l'Institut de la Fondation
actuelles de Sri Lanka.

Vice-Président de la Branche sri-lankaise de la Commission
internationale de juristes.

Vice-Président de l'Organisation des associations profes-
sionnelles de Sri Lanka.

Membre du Conseil de l'enseignement du droit (tel qu'il a été
réorganisé).

Membre à vie (Honoris Causa) de l'Association des avocats
de Sri Lanka.

Président de Asian Cotton Mills Ltd.

Président de Lambretta (Ceylon) Ltd.

Président de Associated Batteries Ltd.

Participation à des conférences : Commission internationale de juristes
internationales

Colloque sur la primauté du droit, Colombo
(1966)

Commission internationale de juristes -
Conférence de l'Asie et du Pacifique sur la
liberté de mouvement, Bangalore (1968).

*La Fondation de Sri Lanka est un organisme officiel qui a pour objectifs :

- a) d'encourager la compréhension du mode de vie démocratique et de la protection des droits de l'homme et la foi en leur valeur;
- b) par conséquent, d'encourager la compréhension et la coopération internationales en ce qui concerne le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion, de couleur ou de croyance;
- c) par conséquent, d'encourager et de promouvoir l'enseignement, l'acquisition et la diffusion des connaissances parmi la population dans tous les domaines, ainsi que le progrès social.

M. ANTONIO MARTÍNEZ BÁEZ

(Candidat présenté par le Gouvernement mexicain)

Né à Morelia, capitale de l'Etat du Michoacán, le 18 juillet 1901, fils de Manuel Martínez Solórzano et de Francisca Báez de Martínez.

Son père a été Directeur du Musée du Michoacán pendant 20 ans (1900-1920) et Directeur du Colegio Primitivo Nacional de San Nicolás de Hidalgo pendant 15 ans ainsi que professeur de sciences naturelles dans le même établissement. Il a également été Député à l'Assemblée constituante de Querétaro en 1916-1917.

Antonio Martínez Báez a fait ses études secondaires au Colegio Primitivo Nacional de San Nicolás de Hidalgo (1913-1919) et a commencé ses études supérieures à la Faculté de droit de l'Université du Michoacán en 1920. En 1921 il est entré à l'Escuela Nacional de Jurisprudencia de l'Université nationale du Mexique où il a poursuivi ses études de 1921 à 1925 et obtenu son diplôme d'avocat le 21 juillet 1926. Lors de sa dernière année d'études supérieures, il a obtenu le premier prix d'un concours organisé par les quotidiens El Universal de México et Los Angeles Times de Los Angeles (Californie) et dont le thème était "Essai sur le gouvernement constitutionnel".

En 1929 il est devenu titulaire de la chaire de droit constitutionnel de l'Escuela Nacional de Jurisprudencia qu'il a occupée sans interruption jusqu'en 1948 et qu'il est revenu occuper en 1953. Dans cette Faculté ainsi qu'à l'Escuela Libre de Derecho il a donné à titre spécial plusieurs cours semestriels sur les thèmes "Faillites et concours de créanciers" et "Le droit agraire".

Au Colegio de México il a été chargé en 1944 de donner un cours semestriel sur le thème "Démocraties, doctrines et institutions".

Membre de la Commission chargée de la révision du Code de commerce de 1931 à 1946.

Il a été chef du Département des indemnisations au Ministère de l'agriculture et des travaux publics, chef du Bureau de la dette publique au Ministère des finances et du crédit public et chef du Département juridique du Banco Nacional Hipotecario Urbano y de Obras Públicas, S.A., de 1935 à 1941.

Représentant du Gouvernement mexicain au Congreso Municipal Americano (Congrès municipal américain) qui s'est tenu à Santiago du Chili en 1941.

Président de la Commission bancaire nationale de 1941 à 1943.

Administrateur de la Financiera Industrial Azucarera (Société pour le financement de l'industrie sucrière) de 1943 à 1946.

Lors de la réorganisation de l'Université nationale autonome du Mexique en 1945, il a été nommé membre du Conseil d'administration de l'université, dont il a été Secrétaire permanent jusqu'en 1966.

Il a été avocat-conseil de la Comisión Nacional Agraria (Commission agraire nationale), du Ministère de l'agriculture et des travaux publics et de l'ancien Ministère de l'industrie, du commerce et du travail.

Membre de la Commission d'études juridiques et de travaux législatifs relevant du Procureur général de la République de 1946 à 1948.

Membre de l'Academia Mexicana de Legislación y Jurisprudencia (l'Académie mexicaine de législation et de jurisprudence) et correspondant de l'Académie espagnole.

Membre du Conseil exécutif de la Barra Mexicana-Colegio de Abogados (Ordre mexicain des avocats), Vice-Président en 1946-1948, 1954-1955, 1956-1957 et 1958 et Président en 1959-1960.

Représentant du Gouvernement mexicain à la Conférence internationale du Travail à Genève en 1947.

Ministre de l'économie du Gouvernement de la République, d'octobre 1948 à novembre 1952.

Il a obtenu le doctorat en droit et a été nommé professeur chargé des cours de doctorat à la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université nationale autonome du Mexique en 1950 où il est actuellement titulaire de la chaire de droit constitutionnel.

Représentant du Mexique à la session extraordinaire du Conseil économique et social interaméricain qui s'est tenue à Washington en mars 1950.

Membre de l'Académie internationale de science politique et d'histoire constitutionnelle de la Sorbonne à Paris.

Président de la Commission économique pour l'Amérique latine de la cinquième session qui s'est tenue à Mexico en avril 1951, à la sixième session qui s'est tenue à Rio de Janeiro en avril 1953 et à laquelle il conduisait la délégation mexicaine.

Membre de la Commission nationale des assurances de 1953 à 1959.

Membre du Conseil d'administration du Colegio de México (Collège du Mexique) (1961).

Membre de l'Ilustre y Nacional Colegio de Abogados de México (Ordre national des avocats du Mexique).

Membre de l'Instituto Mexicano de Derecho Procesal (Institut mexicain de droit procédural).

Délégué à la première Conférence américaine des avocats sur le thème "La paix mondiale par l'application du droit" (San José, Costa-Rica, juin 1961).

Membre du Conseil d'administration de l'Association internationale des sciences juridiques (1961-1963).

Délégué à la première Conférence mondiale des avocats sur le thème "La paix mondiale par l'application du droit" (Athènes, Grèce, juin 1963).

Membre du Conseil d'administration de l'Université du Michoacán de San Nicolás de Hidalgo (1963-1964).

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (1966-1968).

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1965).

Docteur Honoris Causa de l'Université du Michoacán de San Nicolás de Hidalgo.

Professeur émérite de la Faculté de droit de l'Université nationale autonome du Mexique (1966).

Arbitre chargé du règlement de différends de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE), (1968).

Représentant du Mexique à la Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran, avril-mai 1968).

Représentant du Mexique à la Conférence spécialisée interaméricaine relative aux droits de l'homme (San José, Costa Rica, 7-22 novembre 1969).

Représentant du Mexique au Séminaire international des Nations Unies sur les risques de recrudescence de l'intolérance sous toutes ses formes et la recherche des moyens permettant de les prévenir et de les combattre (Nice, août-septembre 1971).

Décorations :

Belgique : Grand-Croix de l'Ordre de Léopold II.

Pays-Bas : Grand-Croix de l'Ordre d'Orange-Nassau.

Venezuela : Ordre de Francisco de Miranda (première classe).

France : Commandeur de l'Ordre du mérite commercial.

Membre du Conseil d'administration de la maison d'édition "Fondo de Cultura Económica".

Député du troisième district électoral de l'Etat de Michoacán (1973-1975) au Congrès des Etats-Unis du Mexique.

M. GUTAMEGA GAPATA MBOMA

(Candidat présenté par le Gouvernement de la République du Zaïre)

Date de naissance : 5 décembre 1935 à NGANGU (Zaïre)

Etat civil : Marié]

Etudes

1952-1959	Diplôme des Humanités secondaires au Collège des Jésuites à Kiniati (Zaïre)
1959-1960	Lauréat du Jury central
1962	Bachelier en philosophie et lettres
1965	Licencié en droit de l'Université Lovanium (Kinshasa)

Fonctions

1965-1967	Conseiller juridique du Parlement
1967-1968	Premier Substitut du Procureur de la République au Parquet de première instance de Kinshasa
1968-1969	Procureur de la République près le Tribunal de première instance à Lubumbashi (Zaïre)
1969-1970	Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Lubumbashi
1971	Avocat général de la République près la Cour Suprême de Justice à Kinshasa

Activités et publications

1965-1967	Elaboration de la loi Bakajika Elaboration de la loi réprimant le tribalisme et le racisme
Août 1971	Nommé membre de la Commission de réforme et d'unification du droit civil zaïrois Représentant du Zaïre à la sixième Commission des XXXIème et XXXIIème sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies

M. YOSHINOBU MIZOKUCHI

(Candidat présenté par le Gouvernement japonais)

Date de naissance : 13 octobre 1930

Domicile permanent : 2-2 Koji-machi, Chiyoda-ku, Tokyo

Adresse actuelle : idem

Carrière :

Mars 1953 : Diplômé de l'Ecole de droit de l'Université de Chuo

Octobre 1954 : Est reçu au barreau

Avril 1957 : Inscrit à l'Association des avocats de Tokyo en tant qu'avocat en exercice

Depuis le
1er octobre 1962 : Commissaire aux libertés civiles; a été nommé par le
Ministre de la justice

Depuis
décembre 1962 : Agent bénévole de probation à la prison de Chiyoda, Tokyo

17 mai 1965 : Elu membre du Comité permanent de l'Association des
Commissaires aux libertés civiles de Tokyo, puis réélu
chaque année jusqu'à ce jour

Juin 1965 : Membre du Conseil d'administration de l'Association
pour la promotion de la mise à l'épreuve et de la libé-
ration conditionnelle de la prison de Chiyoda

1er avril 1972 : Vice-Président de l'Association des avocats de Tokyo
(pendant un an)

Depuis le
30 avril 1973 : Membre du Conseil métropolitain de la lutte contre la
pollution de Tokyo

Depuis le
1er octobre 1967 : Membre du Conseil délibérant sur les problèmes de la
jeunesse (au Cabinet du Premier Ministre)

Depuis le
25 mai 1971 : Inspecteur du Conseil d'assistance sociale de la prison
de Chiyoda

Depuis le
1er avril 1977 : Membre du Conseil de certification créé en application
de la loi sur l'indemnisation en cas de maladie causée
par la pollution

Depuis le
1er avril 1977 : Membre du Conseil d'administration de la Fédération
japonaise des associations d'avocats

M. SERGEY N. SMIRNOV

(Candidature présentée par le Gouvernement de
l'Union des Républiques socialistes soviétiques)

Né en 1927.

Entre en 1950 au Ministère des affaires étrangères de l'URSS.

1950-1953 - Ambassade de l'URSS en République populaire de Pologne.

1958-1961 - Mission de l'URSS en Nouvelle-Zélande.

1963-1972 - Ministère des affaires étrangères de l'URSS, Département des
affaires juridiques et des traités.

Depuis 1972 - Conseiller principal à la Représentation permanente de l'URSS
auprès de l'ONU.

Aux vingt-septième, vingt-huitième, trentième et trente et unième sessions
de l'Assemblée générale - Représentant suppléant de l'URSS à la Troisième
Commission, aux vingt-neuvième et trente-deuxième sessions, représentant de l'URSS
à la même Commission.

1973-1977 - Représentant suppléant de l'URSS aux sessions du Conseil économique
et social (Comité social).

1972-1977 - Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures
discriminatoires et de la protection des minorités.